

d'une flotte de sous-marins à propulsion conventionnelle, il ne compte pas plus de partisans (50 p. 100), et autant de personnes le dénoncent (50 p. 100).

Si ces résultats semblent suggérer que l'opinion publique canadienne est favorable à une réduction des moyens nationaux en matière de défense, cette conclusion n'est pas confirmée par les réponses aux différentes questions du sondage sur l'OTAN et sur les forces canadiennes en Europe. Par ailleurs, le fait pour les Canadiens et les Canadiennes de préconiser pour l'Europe un effort de défense plus indépendant (voir ci-dessus) ne se traduit pas non plus automatiquement par un soutien en faveur d'un retrait des troupes canadiennes stationnées en Europe. L'opinion publique canadienne ne favorise pas l'isolationnisme. Seule une petite minorité des personnes interrogées (14 p. 100) n'attache que peu d'importance à la participation du Canada à l'OTAN. Les autres la trouvent assez importante, sinon très importante. La population canadienne reste favorable à l'OTAN. (Au moins 89 p. 100 des Canadiens et des Canadiennes disent avoir entendu parler de l'Organisation.)

Fait plus révélateur encore, les Canadiens et les Canadiennes se disent très en faveur du maintien de forces canadiennes en Europe, et ce soutien n'a pas failli depuis 1987, année où la question a été posée pour la dernière fois dans le sondage de l'ICPSI. Une personne sur quatre environ (24 p. 100) déclare que les forces canadiennes devraient être réduites ou retirées, tandis que les trois autres souhaitent leur maintien au niveau actuel, sinon leur accroissement. (Les totaux pour ces personnes étaient respectivement de 59 et de 17 p. 100).

À la question de savoir si ces troupes devraient être réduites au cas où l'Est et l'Ouest conviendraient de réduire sensiblement les forces militaires classiques stationnées en Europe, au moins 41 p. 100 des personnes interrogées ont déclaré que les effectifs canadiens devraient être maintenus à leur niveau actuel. (Le libellé précisait, mais sans assez insister au gré des experts militaires, que des réductions importantes du nombre des soldats canadiens risquaient de faire perdre aux unités visées leur efficacité militaire.) Un tiers environ (35 p. 100) des personnes interrogées sont favorables à une réduction des forces canadiennes dans une proportion égale à celle du reste des troupes stationnées en Europe, alors qu'un quart des enquêtés (24 p. 100) préfèrent un retrait total.